



SECEF

LORADDICT

Association

Siège social : 3, allée des tilleuls, 54180 HEILLECOURT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Nos bureaux : 3 Rue de Turique, 54000 **Nancy** (03 83 98 65 25) | 1 Rue Saint Laurent, 54700 **Pont-A-Mousson** (03 83 81 07 73) |
16 Av. Sébastopol, 57070 **Metz** (03 87 30 24 75) | secef@secef.fr | Retrouvez nous avec toute l'actualité sur www.secef.fr

SECEF | 3 Rue de Turique, 54000 Nancy | SARL au capital de 1.000.000 Euros | SIREN 759 800 451 RCS Nancy | Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Grand Est | Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Est | Inscrite sur la liste des Experts Judiciaires près la Cour d'Appel de Nancy
Membre du groupement **Absolu** en France et **INAA** à l'international (International Association of independant Accounting firms)



LORADDICT

Association

Siège social : 3, allée des tilleuls, 54180 HEILLECOURT

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de LORADDICT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LORADDICT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

N



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Bureau et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la



collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nancy, le 22 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

SECEF

Olivier DIETSCH

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	8 233	5 858	2 375	4 221
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	2 209		2 209	2 209
Total I	10 442	5 858	4 583	6 429
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Autres créances	12 601		12 601	
Divers				
Disponibilités	128 900		128 900	181 802
Charges constatées d'avance	447		447	2 194
Total II	141 948		141 948	183 996
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	152 389	5 858	146 531	190 425



Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 301	2 301
Première situation nette établie	2 301	2 301
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves	2 301	2 301
Réserves pour projet de l'entité	2 301	2 301
Report à nouveau	109 946	106 800
Excédent ou déficit de l'exercice	2 023	3 146
Situation nette (sous-total)	116 570	114 548
Total I	116 570	114 548
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		58 799
Total II		58 799
PROVISIONS		
Total III		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Découverts et concours bancaires	12	11
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12	11
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 437	4 989
Dettes fiscales et sociales	20 511	12 079
Total IV	29 961	17 078
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	146 531	190 425



Compte de fonctionnement

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Cotisations	1 310	30,05	1 760	36,59	-450
Ventes de biens et de services	3 050		3 050		
Ventes de prestations services	3 050	69,95	3 050	63,41	
Produits de tiers financeurs	138 345		180 932		-42 587
Contributions financières	138 345	NS	180 932	NS	-42 587
Utilisation des fonds dédiés	58 799	NS			58 799
Autres produits	40	0,92	8	0,16	32
Total I	201 544	NS	185 750	NS	15 794
CHARGES D'EXPLOITATION					
Autres achats et charges externes	62 031	NS	51 863	NS	10 168
Impôts, taxes et versements assimilés	582	13,34	471	9,78	111
Salaires et traitements	103 823	NS	83 782	NS	20 041
Charges sociales	32 530	746,10	21 931	455,94	10 599
Dotations aux amortissements et aux dépr	2 467	56,59	2 001	41,60	467
Reports en fonds dédiés			23 757	493,91	-23 757
Autres charges	224	5,15	177	3,69	47
Total II	201 658	NS	183 982	NS	17 676
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-114	-2,61	1 768	36,75	-1 881
PRODUITS FINANCIERS					
Autres intérêts et produits assimilés	2 171	49,80	1 378	28,65	793
Total III	2 171	49,80	1 378	28,65	793
CHARGES FINANCIERES					
Total IV					
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 171	49,80	1 378	28,65	793
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	2 058	47,20	3 146	65,40	-1 088
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Total V					
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Sur opérations de gestion	35	0,80			35
Total VI	35	0,80			35
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-35	-0,80			-35
Total des produits (I + III + V)	203 715	NS	187 128	NS	16 588
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	201 693	NS	183 982	NS	17 711
EXCEDENT OU DEFICIT	2 023	46,39	3 146	65,40	-1 123
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA					
TOTAL					
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO					
TOTAL					



COMPTES ANNUELS

2024

Annexe



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LORADDICT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 146 531 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 2 023 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14/02/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Cette association a pour objet de gérer le réseau LORADDICT constitué conformément à l'article L6121-5 du code de la Santé Publique.

Il vise :

- à assurer la coordination de l'ensemble des acteurs de l'addictologie en Lorraine, en constituant un lieu d'échanges et de concertation entre ces acteurs ;
- à améliorer la prise en charge globale des patients présentant des conduites addictives.

Les objectifs spécifiques du réseau LORADDICT sont :

1. de fédérer les structures et réseaux addictologiques de proximité en région Lorraine
2. de constituer des référentiels diagnostiques et thérapeutiques définis en commun régionalement en vue d'harmoniser et d'évaluer les pratiques professionnelles
3. de promouvoir et d'aider à la mise en place de réseaux addictologiques de proximité en Lorraine
4. de promouvoir, développer et coordonner la prévention
5. de promouvoir, développer et coordonner la formation en addictologie, interne et externe
6. de contribuer au développement de la recherche clinique
7. de contribuer à la mise en place d'un système d'information commun régional
8. de soutenir la mise en place des procédures d'évaluation

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014, sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le règlement ANC 2018-06 a été modifié par le règlement ANC 2020-08 du 4 décembre 2020.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Règles et méthodes comptables

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association n'a pas inscrit de contributions volontaires en nature au pied du compte de résultat, aucune valorisation n'étant nécessaire pour l'exercice 2024.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 310	622	699	8 233
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	8 310	622	699	8 233
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	2 209			2 209
Immobilisations financières	2 209			2 209
ACTIF IMMOBILISE	10 519	622	699	10 442



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 090	2 467	699	5 858
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 090	2 467	699	5 858
ACTIF IMMOBILISE	4 090	2 467	699	5 858



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 15 256 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	2 209		2 209
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	12 601	12 601	
Charges constatées d'avance	447	447	
Total	15 256	13 047	2 209
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR	11 472
Total	11 472



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de re	2 301				2 301
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves	2 301	3 146		3 146	2 301
Report à Nouveau	106 800		3 146		109 946
Excédent ou déficit de l'exercice	3 146	-3 146	2 023		2 023
Situation nette	114 548		5 169	3 146	116 570
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	114 548		5 169	3 146	116 570



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 29 961 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	12	12		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 437	9 437		
Dettes fiscales et sociales	20 511	20 511		
Dettes sur immobilisations et comptes				
Total	29 961	29 961		

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	4 957
INTERETS COURUS A PAYER	12
DETTES PROVIS. PR CONGES A PAYER	3 329
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PAYER	1 334
Total	9 631

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	447		
Total	447		

Autres informations

Donations

Les fonds dédiés correspondent à la part de la contribution financière versée par GEA non consommée en 2023. Ils ont été intégralement consommés sur 2024.

Fonds dédiés

Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours.	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
Contribution GEA	58 799	58 799	58 799				
Total	58 799	58 799	58 799				

